

Monique et Pierre Dinan :

« Le Mauricien doit se reprendre en main »

C'est une interview inhabituelle que Week-End vous propose cette semaine. Au lieu d'un, nous avons deux invités, un couple connu pour avoir participé, chacun à sa manière, à l'évolution de Maurice au cours des quarante dernières d'années. Nous sommes allés demander à Pierre Dinan ses commentaires sur la situation économique, mais comme Jacques Rivet venait de mourir et qu'ils l'avaient tous deux connu et été ses collaborateurs, c'est par la disparition du directeur du Mauricien que la conversation a commencé.

● **Monique, vous êtes non seulement la cousine de Jacques Rivet, mais vous avez également été une de ses plus anciennes collaboratrices...**

Monique : Effectivement. Avant mon départ pour mes études au Canada, il m'avait demandé de faire une page pour le *Mauricien*. J'avais réussi à rassembler des personnes qui avaient le courage de commencer à écrire dans un journal, ce qui n'était pas du tout évident à l'époque. Une de ces personnes était Pierre, que j'ai épousé par la suite. Nous faisons partie d'un groupe de jeunes — pour l'époque — qui ne voulaient pas être fermées dans des ghettos et avaient envie de partager ce qu'ils avaient et voulaient dire et de prendre position sur des sujets de société dans un nouveau pays en train de se construire. À partir de ça, quand je suis revenue à Maurice après mes études, Jacques est venu nous voir pour nous présenter le projet *Week-End* et a demandé à Pierre s'il pensait que c'était financièrement viable. Moi, il me demande de collaborer au nouveau journal et je vais lancer la page féminine, où toutes les semaines, nous allons réunir des Mauriciennes de tous les groupes pour apprendre et partager nos richesses, traditions culturelles et religieuses et leurs caractéristiques. Cela a, je crois, apporté une cohésion sociale préfigurant le mauricianisme à travers la page féminine de *Week-End*.

Pierre : Jacques m'a effectivement demandé ce que je pensais de son projet. Par la suite, il venait de temps à autre me demander des conseils financiers. J'ai écrit des articles pour le *Mauricien* et plus tard, de façon régulière, pour *Week-End*. Nous étions dans les années 1970, que je qualifie de décennie perdue pour le pays à cause de la coalition coûte que coûte Parti Travailleuse-Parti Mauricien Social Démocrate en 1969.

● **Pourquoi ce terme de décennie perdue ?**

Pierre : Parce qu'elle a été, à mon avis, la décennie du gaspillage à tous les niveaux et je le disais dans mes articles économiques. Je me rappelle qu'un dimanche, mécontent de mon article, Gaëtan Duval, alors vice-Premier ministre, a déchiré un exemplaire de *Week-End*. Je ne peux pas dire que j'étais très gentil pour le gouvernement en place à l'époque, qui n'appréciait pas, pas plus que les autres qui ont suivi d'ailleurs,

les critiques, même si elles sont constructives.

● **Monique, vous prenez part aux élections à Rose-Hill en 1976. Pourquoi êtes-vous entrée dans cette calèche cassée ?**

Monique : Ce n'était pas une calèche. J'ai pris part aux élections en tant que Mauricienne croyant que je pouvais apporter des idées bien claires au débat. À ce moment-là, le MMM était un parti marxiste qui montait et séduisait les jeunes avec ses discours idéologiques. Il fallait le démontrer et essayer de faire la population réaliser que cette idéologie était pour le bien-être social à sa façon, tout en rejetant l'idée de Dieu et des religions. Il fallait le faire, je l'ai fait et je n'ai jamais regretté d'avoir été battue aux élections à Rose-Hill. Cela a été une grande expérience qui m'a permis de me mettre à l'écoute des Mauriciens, d'aller découvrir les cités des faubourgs, de l'autre côté de la route Hugnin, pour porter mon message. Jusqu'aujourd'hui, quand il y a des élections à Maurice, je vibre beaucoup plus que ceux qui n'ont pas été candidats. J'ai fait de la politique sans appartenir à un parti, comme une citoyenne mauricienne qui était mariée et alors mère de trois enfants. Je l'ai fait avec le soutien de Pierre, qui m'a toujours approuvée et soutenue dans ce que faisais.

Pierre : C'est après son petit moment politique que Monseigneur Margéot va demander à Monique de prendre la direction de *La Vie Catholique*.

Monique : Effectivement, juste après ma défaite, et sans doute parce qu'il avait apprécié mon franc-parler pendant la campagne, Monseigneur Jean Margéot est venu me faire cette proposition que j'ai acceptée. À l'époque où j'étais à *La Vie Catholique*, il y avait une très bonne cohésion entre les journaux mauriciens. On pouvait être des journaux de différentes tendances, défendre des idées contraires, tout en restant des collègues et même des amis, et c'est dans cet esprit qu'a été lancée l'Association des Journalistes de l'île Maurice, avec un code d'éthique, qui n'existe plus. Quand j'ai pris la direction de *La Vie Catholique*, c'était aussi une manière de m'occuper de façon utile et active en tant que citoyenne engagée. Ce qui m'a valu d'ailleurs d'être condamnée dans la fameuse affaire Sheik Hossen — et l'incendie du *Mauricien* — à cause d'un texte

d'un de nos collaborateurs, le père Amédée Nagapen. Il avait commenté cette affaire qui a été un des grands faits-divers mauriciens. Je devais aller en cour, ce qui était un déshonneur terrible pour mon père qui était huissier de justice. Mais je n'ai pas pu aller à l'audience puisque je venais d'accoucher de ma cinquième fille.

● **Comment avez-vous concilié le fait d'être rédactrice en chef d'un hebdomadaire et vos obligations de mère de famille ?**

Monique : J'étais bien organisée et j'avais surtout — et il faut bien le souligner — de très bonnes bonnes. Je travaillais pendant la journée, mais je me suis toujours arrangée pour être à la maison, quand mes filles rentraient de l'école.

Pierre : Sur l'affaire Sheik-Hossen, je me souviens de Jacques Rivet me disant, avec inquiétude, si *La Vie Catholique* est condamnée à Rs 5 000 pour avoir publié un seul article sur l'affaire Sheik-Hossen, qu'est-ce que *Le Mauricien*, qui a publié des kilomètres d'articles sur cette affaire, aurait comme amende. Mais je crois me souvenir que tous les journaux ont eu le même montant à payer dans le jugement rendu par Maurice Rault.

Pierre : « Il ne faudrait pas que voler au secours du gouvernement devienne une nouvelle norme de la Banque de Maurice ! »

● **Pierre Dinan, vous avez maintenu votre collaboration à *Week-End* alors que votre épouse était la rédactrice en chef de *La Vie Catholique*...**

Pierre : Parfaitement, même si ça me prenait du temps. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, écrire un article, surtout un article sur l'économie, ça prend du temps. Pendant longtemps, j'ai écrit sur le sujet et, depuis quelques années, je donne des interviews sur le même sujet en répondant aux questions des journalistes. J'écrivais avec plaisir et je sentais qu'il y avait quelque chose à dire, à partager avec les lecteurs. C'est moins souvent le cas aujourd'hui.

● **Vous êtes devenu très populaire grâce à vos articles économiques et surtout grâce à vos commentaires sur le budget national, au lendemain de sa présentation. J'ai souvent entendu des fonctionnaires du ministère des Finances, et même le ministre, demander : « Qu'est-ce que Dinan a dit sur le budget ? » Certains disent même que pour les Mauriciens, vous êtes la référence, le pape de l'économie !**

Pierre : Oh la la ! (éclat de rire) Savez-vous comment cette histoire d'écrire des articles sur le budget a

commencé ? J'étais, au début des années 1970, Senior Economist à la Chambre d'Agriculture et le président, qui pensait que je savais écrire, m'a dit un jour : pourquoi vous n'écrivez pas sur le budget ? C'est ainsi que tout a commencé et que cela continue.

● **Vous aviez de bons rapports avec les ministres de Finances dont vous critiquiez les budgets ?**

Pierre : Je soupçonne qu'ils devaient commenter mes articles, mais je n'ai jamais été intéressé à être dans leurs bons papiers. J'ai eu des relations d'amitié avec l'un d'entre eux, Rama Sithanen, que je connaissais alors qu'il travaillait pour Rogers et que moi j'étais un partenaire chez De Chazal Dumée. Quand Sithanen devint ministre des Finances en 2005, je venais de prendre ma retraite et me trouvais en Inde quand il m'a téléphoné. Il m'a demandé si j'acceptais d'être nommé sur le Monetary Policy Committee de la Banque de Maurice, ce que j'ai accepté. J'ai siégé sur ce comité pendant des années, sous plusieurs ministres des Finances — Xavier Duval, sir Anerood et Pravid Jugnauth —, et c'était fort intéressant comme travail. Cet organisme, dont un des principes, établi par le ministre des Finances anglais Gordon Brown, est que la politique monétaire et la politique fiscale doivent être séparées et qu'il doit être indépendant. Je ne citerai pas de nom, mais quand j'ai senti que l'indépendance n'était plus trop là, j'ai refusé une reconduction de ma nomination. J'aime trop mon indépendance.

● **L'indépendance du Monetary Policy Committee de la Banque de Maurice, n'existe pas aujourd'hui ?**

Pierre : On a vu comment il a fallu que la Banque de Maurice aille au secours du Consolidated Fund. Ce n'est pas une chose à faire en temps normal et nous étions économiquement dans une situation terriblement anormale. Par conséquent, je ne critique pas cette mesure. Mais il ne faudrait pas que cela devienne une habitude, une nouvelle norme.

● **Restons dans l'économie. Mardi de la semaine dernière, le leader de l'opposition demande au ministre des Finances une déclaration sur la pénurie des devises étrangères. Le Grand Argentier répond qu'il n'y a pas de pénurie à Maurice. Le lendemain, la Banque de Maurice met sur le marché 200 millions de dollars pour mettre fin... à la pénurie de devises étrangères. Votre commentaire ?**

Pierre : Cela veut dire que, semble-t-il, il y a une séparation entre la politique fiscale et la politique monétaire ! Plus sérieusement, je ne peux pas faire de commentaire sur le fait que, semble-t-il, il n'existe pas de communication entre le ministre des Finances et la Banque de Maurice.

● **Est-ce que c'est grave pour l'économie mauricienne que les**

choses se passent ainsi ?

Pierre : Le rôle de la Banque de Maurice est de s'assurer que le pays ait des devises étrangères. C'est pourquoi on l'a critiqué quand elle a mis à la disposition du gouvernement des millions. Personnellement, je ne critique pas cette décision-là, dans une situation tout à fait anormale. Je dis qu'il faut revenir au présent et qu'il est impérieux que la politique fiscale soit menée de telle sorte qu'on évite ce genre de situation. D'autant que notre économie a beaucoup souffert de la pandémie, dans la mesure où le tourisme, un des principaux apporteurs de devises étrangères, était en chômage technique.

● **Quelle est votre analyse de la situation économique de Maurice à quelques semaines de la présentation du budget annuel ?**

Pierre : J'aime dire que l'économie c'est la bonne utilisation de nos ressources. Quelles sont nos ressources ? Le soleil, la mer et nous les Mauriciens. Pour moi, la principale ressource nationale, ce sont les Mauriciens et nous l'avons prouvé au cours des années 80 du siècle dernier avec les bons conseils du FMI et avec le Premier ministre d'alors, qui était bon. Les Mauriciennes sont sorties de chez elles pour aller travailler dans les usines. Tout cela montre que le Mauricien lambda avait compris qu'il fallait travailler et on a réussi en rien de temps à convertir les 30 congés publics en une douzaine, ce qui était un exploit pour l'époque.

● **Le Mauricien d'aujourd'hui ne réalise pas qu'avec le Covid et la guerre en Ukraine la situation économique est beaucoup plus dramatique et qu'il faut travailler ?**

Monique : Il faut aussi ajouter à la liste des problèmes que Maurice est en train de devenir un pays de vieux et que les jeunes qualifiés choisissent les pays étrangers où ils sont accueillis les bras ouverts et ne reviennent pas. Si ça continue, nous allons devenir un pays où il n'y aura plus beaucoup de Mauriciens. Il faut impérativement revoir la politique de natalité et encourager les familles avec plusieurs enfants, grandis dans l'amour de leurs parents, afin qu'ils contribuent au développement du pays.

● **Est-ce que la vie d'aujourd'hui autorise, encourage la création de familles nombreuses ?**

Monique : C'est possible si le gouvernement prend les décisions qu'il faut, éduque les jeunes, surtout les garçons, dans leur vie sexuelle, leur apprend la responsabilité dans la vie en famille, la nécessité de partager avec les autres. Il y a un grand travail à faire sur les garçons pour qu'ils se rendent compte que c'est eux qui transmettent la vie. Avoir des enfants n'est pas le problème des femmes, mais celui du couple. Être un papa et une maman heureux font des citoyens épanouis qui font progresser un pays.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE ANTOINE



Si ce message est transmis et accepté dès l'adolescence, cela permettra de faire de nos enfants des adultes responsables.

Pierre : Le gouvernement ne peut pas tout faire et plutôt que de chercher à dorer de plus en plus le vieil âge, pour des gains électoralistes, il devrait vraiment, sérieusement, penser comment venir en aide aux jeunes couples.

● **Avez-vous l'impression que les Mauriciens comprennent mieux et s'intéressent plus aujourd'hui aux enjeux économiques ?**

Pierre : Je ne suis pas là pour juger, mais j'entends trop souvent le message suivant : *ki gouvemman kapav fer pou nou ?* On oublie que le gouvernement ne vit qu'avec ce que les citoyens lui donnent comme revenus. Donc, c'est à nous de nous prendre en charge, avec l'aide de la gouvernance, bien sûr. Je reviens aux années 1980 : le gouvernement avait une bonne politique économique et les Mauriciens se sont mis au travail pour l'appliquer. Aujourd'hui, on ne sent pas l'effort des citoyens et les gouvernants sont trop heureux de dire qu'ils vont tout faire pour eux. Les politiciens disent : votez pour nous et on s'occupe du reste, et c'est mauvais. Le Mauricien doit se reprendre en main. Au cours des années 1980, nous étions au fond du gouffre et il y a eu un désir de repartir, de remonter la pente et nous l'avons fait. Les générations actuelles n'ont pas connu ce *letan margo* et n'ont pas cette culture du travail et de l'effort, qu'il faut leur inculquer pour avancer collectivement. Le problème est que la priorité du politique c'est son élection ou sa réélection. Il doit se rendre compte que ce n'est pas ça qui compte, qu'il a une responsabilité en tant que gouvernant d'aujourd'hui ou gouvernant futur. Tout le monde doit faire passer ce message de prise en charge, de responsabilité vis-à-vis de soi, de ses proches, des autres et du pays. Les religions doivent se

mettre à la tâche, comme la presse et les éducateurs. On ne peut pas se contenter d'instruire les jeunes Mauriciens, il faut aussi les éduquer à la citoyenneté. Nous avons besoin d'une école qui apprenne aux élèves qu'ils ont des droits, mais aussi des devoirs.

Monique : « Si ça continue, nous allons devenir un pays où il n'y aura plus beaucoup de Mauriciens, surtout des jeunes »

● **Si les objectifs que vous venez de résumer étaient atteints, est-ce que nous pourrions espérer une amélioration de la situation du pays ?**

Pierre : Mais bien sûr que nous pouvons espérer une amélioration de la situation de notre pays. Nous sommes descendus avec la crise, mais nous pouvons remonter grâce au travail et à l'engagement de tous les Mauriciens. Il y a plein de choses que nous pouvons faire pour améliorer la situation économique du pays. Il faut développer notre espace maritime, nos millions de kilomètres carrés d'océan. Au lieu de parler sans cesse d'économie bleue, mettons-nous à la tâche pour la développer avec l'aide des experts étrangers. Développons des lieux que les touristes pourront visiter, faisons la promotion des activités culturelles et artistiques, mettons en valeur notre héritage qui vient des quatre coins du monde pour les Mauriciens, mais aussi pour les touristes. Autre chose : il faut arrêter d'enfouir sous du béton armé nos terrains agricoles, pour relancer l'agriculture et réduire notre dépendance de l'importation des fruits et légumes. L'économie peut très bien repartir, il fait qu'on s'y mette ! Dans le textile, innovons et inventons, fabriquons des jeans Made in Mauritius pour

en faire un label international au lieu de nous contenter d'utiliser nos compétences pour fabriquer des marques étrangères. Pour réussir dans le business, il y a une règle à appliquer : *be différent*. Alors, allons chercher les différentes manières pour nous d'être différents des autres pour pouvoir exporter nos jeans, notre tourisme. Il faut s'assurer que nos différentes industries, de services et de production de marchandises, soient vraiment au top niveau.

● **Avec ce que nous venons de dire, êtes-vous êtes positifs pour l'avenir de Maurice ?**

Pierre : J'ai toujours été optimiste.
Monique : Il faut l'être. Pour les jeunes, nous avons le de voir d'être optimistes, de faire ce qu'il faut. En gros, il revient à chaque Mauricien de se reprendre en charge.

● **J'aimerais revenir à notre sujet de départ pour terminer cette passionnante conversation. Que souhaitez-vous dire sur Jacques Rivet ?**

Pierre : Jacques Rivet est à mon sens un exemple de ce qu'un Mauricien motivé peut accomplir. Comme le rappelait un journal, il a quitté le collège à la mort de son père pour reprendre *Le Mauricien*. C'était un jeune garçon qui a commencé comme photographe et a appris tous les métiers de l'impression et du journalisme pour faire un journal. Non seulement il a fait tourner *Le Mauricien*, mais il a lancé *Week-End*, et c'était magistral. *Week-End* a été non seulement le premier grand journal du dimanche, mais une belle réussite mauricienne.

Monique : Il faut aussi souligner que quand il reprend *Le Mauricien*, Jacques a su se faire aider par les aînés pour continuer le travail et il a eu de belles relations humaines avec ceux de qui il pouvait apprendre. Mais en même temps, il a su s'entourer de jeunes et leur faire confiance, ce qui a donné à *Week-End* ce ton qui le différencie des autres publications.

HUMEUR

Ce serait pour être allé informer la police de son intention d'aller manifester contre les augmentations de prix en cascade à Camp Levieux, Rose-Hill, que celui que l'on surnomme l'activiste aurait été arrêté vendredi après-midi. Cette arrestation a provoqué des manifestations dans la localité le soir même et elles ont gagné en intensité au fur et à mesure que la nouvelle était reprise sur les réseaux sociaux, dont l'activiste est un utilisateur connu. La vague s'est amplifiée pour toucher une série de localités à travers le pays. Dans certaines régions, la protestation verbale hurlée s'est transformée en jets de projectiles contre des postes de police ou en pneus brûlés aux carrefours pour bloquer la circulation. La justice déterminera si l'arrestation musclée de l'activiste, son transfert aux Casernes centrales et les accusations provisoires logées contre lui par la police étaient justifiées. Ou si, comme cela a été souvent le cas ces derniers temps, elles seront tout simplement rayées par la cour, obligeant les officiers de police à retourner aux Casernes centrales la queue entre les jambes. Avec la menace que les personnes interpellées demandent des réparations pour arrestation arbitraire, entraînent les exécutants dans le box des accusés, pas les donneurs d'ordre d'en haut. Il est un fait que depuis quelque temps, la police — surtout les hauts gradés qui la dirigent — semble avoir adopté la stratégie de l'arrestation ultra rapide. Il suffit d'une simple plainte — surtout si elle émane d'un ministre, d'un député ou d'un maire — pour que la police se précipite pour interpellier, emprisonner une nuit, avant de traduire en cour avec une accusation provisoire qui va nécessiter le paiement d'une caution pour recouvrer la liberté.

Souffler sur les braises

C'est le traitement de choc qui a été réservé à trois conseillers du village de Plaine Magnien qui avaient tenté de poser des questions à deux ministres sur les raisons qui ont provoqué des inondations dans leur région. Hués par leurs mandants et obligés de quitter la réunion sous escorte policière, les ministres ont porté plainte. Ce même traitement a été appliqué à un habitant de Vacoas coupable selon la police d'avoir traité le maire de « gopia » lors d'une émission radio en direct au cours de laquelle on a entendu une foule huer le maire et un député MSM de Phoenix. Dans les cas cités, les arrestations ont été effectuées dès que les plaintes ont été logées, bien avant que l'enquête sur les allégations ne démarre. Ce n'est que vendredi que l'animatrice de l'émission au cours de laquelle le maire aurait été insulté — si tant est que le mot gopia soit défini comme une insulte ! — a été convoquée pour donner « son enquête ». Et ce, alors que la personne que la police accuse avait été déjà interpellée, avait passé une nuit au cachot avant d'être traduite en cour et libérée sous caution. Si la police utilise la vitesse grand V pour interpellier et emprisonner, elle prend son temps pour mener les enquêtes et peut même les renvoyer. C'est ainsi que la convocation de l'animatrice de radio a été annulée vendredi, ce qui signifie que l'enquête dans cette affaire n'a pas encore commencé. L'arrestation de l'activiste qui allait vraisemblablement subir le nouveau protocole d'interpellation, nuit en prison, accusation provisoire, passage devant la cour et paiement de caution pour obtenir la liberté provisoire, a été le déclencheur qui a mis le feu au mécontentement — certains disent la colère — qui habite beaucoup de Mauriciens depuis quelque temps. Un mécontentement provoqué par la manière de faire de la police contre certains, ajoutée à la cascade d'augmentations de prix qui touche tous les Mauriciens.

Vendredi soir, Pravind Jugnauth, intervenait en direct sur sa chaîne télé depuis l'Inde où il se trouve en visite officielle. Une intervention télévisée qui permet de poser la question suivante : à quoi sert le remplaçant si c'est l'absent qui doit intervenir depuis l'étranger pour commenter des incidents locaux ? Juste à couper les rubans pour l'inauguration de ponts ? Intervenant depuis l'Inde, Pravind Jugnauth a déclaré que Maurice étant une démocratie, on pouvait manifester son mécontentement, mais dans le cadre de la loi. Comment respecter la loi quand ceux qui sont chargés de l'appliquer arrêtent ceux qui veulent manifester ? Mais plus grave, le Premier ministre a déclaré que ce sont ceux qui ont provoqué les désordres de Kaya qui sont derrière les manifestations de ces derniers jours. On aura compris la manœuvre du leader du MSM pour opposer ceux qui manifestent — et font du désordre — et les autres. En ce faisant, est-ce qu'il essaye d'éteindre le feu ou est-ce qu'il souffle sur les braises pour l'attiser en suivant sa stratégie de *divide and rule* ?

JEAN-CLAUDE ANTOINE